

CÉLÉBRATION DE LA FÊTE NATIONALE LE 14 JUILLET 2024

Monsieur le Député,

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis comme chaque année pour célébrer notre fête nationale et commémorer le 14 juillet 1789, acte fondateur de ce qui allait devenir, 3 ans plus tard, la République.

Cette année encore, ce sera une belle fête dans tout le pays avec ses feux d'artifices et ses bals populaires.

Et en ces temps de crise, à l'heure où l'on évoque une société fracturée, ces moments de rassemblement et de convivialité ne sont pas de trop.

Mais au-delà de l'aspect festif, le 14 juillet n'en reste pas moins un moment fort de sens pour notre pays et notre commune.

Nous aurions tort de le résumer à un simple défilé militaire.

Mais il ne s'agit pas non plus d'une célébration nationaliste à la gloire de la France.

Le 17 juillet 1789 c'est avant tout un soulèvement populaire avec la prise de la Bastille, et disons-le, une insurrection.

Celle d'un peuple affamé, privé de pain, privé de ses droits, un peuple qui vivait sous la domination d'une monarchie absolue incarnée par Louis XVI.

C'est aussi l'abolition des privilèges dans la nuit du 4 août 1789 : l'égalité de tous devant l'impôt, la fin de la justice seigneuriale, des privilèges de l'Église, de l'impôt sur les récoltes...

Et c'est enfin, je le disais, les fondations de ce qui allait devenir la République, c'est-à-dire le fait pour les Français de devenir des citoyens, d'exercer le pouvoir par le biais de leurs représentants et de ne plus être simplement des « sujets » du roi.

Aujourd'hui, 235 ans plus tard, notre pays traverse une nouvelle période historique.

Suite à la dissolution surprise de l'Assemblée Nationale l'extrême-droite, avec tout ce qu'elle constitue comme danger pour notre République, s'est retrouvée aux portes du pouvoir.

Fort heureusement ce danger a, une fois de plus, été repoussé par le front républicain. Mais pour combien de temps encore ?

On le sait, les politiques antisociales menées depuis des décennies et accentuées par 7 ans de macronisme, n'ont fait qu'accroître les inégalités, augmenter les tensions au sein de la population et alimenter la défiance envers les institutions, au sens large.

Le macronisme c'est :

- une politique de reculs sociaux (le recul plus marquant étant la retraite à 64 ans),
- un appauvrissement des classes populaires, avec un refus obstiné d'indexer les salaires sur l'inflation (c'est-à-dire de faire augmenter les salaires en même temps que les prix),

- un acharnement contre les services publics, privés de moyens.

Ce sont des élèves sans professeurs, des hôpitaux en manque de personnels, des délais à rallonge dans les tribunaux, des routes qui ne sont pas refaites...

- et enfin un sentiment d'abandon chez une partie grandissante de la population, notamment dans les campagnes.

Ajoutez à cela une manière très autoritaire, très verticale de prendre les décisions (le Président décidant de tout, tout seul), et vous obtenez une population qui se sent méprisée,

Et un pays, je le disais, qui semble aujourd'hui plus fracturé que jamais, aucune majorité absolue n'ayant réussi à se dégager, même si le Nouveau Front

Populaire dispose du plus grand nombre de sièges.

Aujourd'hui, le Président de la République ne peut pas faire comme si de rien n'était puisque seuls 13,5 % des inscrits ont voté pour les candidats qu'il présentait au premier tour.

La colère s'est exprimée dans les urnes. Elle est massive et elle est légitime.

Mais elle est parfois mal orientée.

Sur la question du pouvoir d'achat, il n'y a rien dans le programme du RN pour augmenter le SMIC (ils ont même voté contre à l'Assemblée),

- rien pour augmenter les retraites, le point d'indice des fonctionnaires,

- rien pour taxer les dividendes (part des bénéfiques) des actionnaires qui détiennent une part de propriété d'une société,

- rien pour faire contribuer davantage les plus riches, alors que leurs profits ont explosé ces dernières années,

Quant à la mise en cause permanente de l'immigration comme responsable de tous nos problèmes, elle est trompeuse.

Je n'ai pas accès à un logement social, c'est à cause des immigrés !

Il n'y a plus de place à l'hôpital, c'est à cause des immigrés !

Pas de place en crèche, pas d'accès à tel prestation, c'est à cause des immigrés !

Ne vous laissez pas abuser par ces discours simplistes ! Les vraies raisons sont ailleurs.

Elles sont à chercher du côté des politiques d'austérité.

C'est l'État qui ne finance pas assez la construction de logements, l'ouverture de lits, l'embauche de personnels soignants dans les hôpitaux, qui n'augmente pas les allocations, qui choisit de ne pas faire payer les plus riches.

Ne nous trompons pas de coupable !

Nous ne pouvons pas compter sur les médias dominants pour rappeler ces vérités, eux qui sont concentrés entre les mains de quelques milliardaires ou directement détenus par l'État.

On l'a vu durant la campagne des législatives, le Nouveau Front Populaire a notamment été victime d'une ignoble campagne faite de caricatures, de calomnies et de mensonges en tous genres.

Alors, nous devons faire preuve de plus de pédagogie.

Faire prendre conscience à chacun que nous vivons dans une logique de domination, avec des dominants et des dominés.

Faire prendre conscience que les solutions ne pourront jamais venir de la droite sous toutes ses formes, car elle n'a aucune volonté de bousculer cette logique.

Et la seule manière de le prouver c'est d'agir concrètement pour la population,

C'est ce que nous faisons à Gonfreville l'Orcher, depuis les cités provisoires dans les années 50, jusqu'à aujourd'hui.

Nous accompagnons les habitants dans des domaines très divers : tarifs des cantines, du périscolaire, aide aux transports, à la pratique du sport, chèques d'accompagnement personnalisés.

Nous faisons vivre le droit aux vacances avec les séjours à Magland, les escapades ados ou tickets vacances pour les jeunes.

Nous luttons contre les déserts médicaux avec notre pôle santé.

Nous proposons un accès aux spectacles, au cinéma, aux écoles de musique, de danse, à des tarifs très accessibles, quand ce n'est pas totalement gratuit comme à la médiathèque...

Car parmi nos valeurs il y a le fait de rendre accessible de manière universelle la culture, le sport, les savoirs, les transports...

Et quelque part c'est un peu le programme du Front Populaire dans sa version locale, que nous mettons en œuvre...

Les besoins des habitants sont au cœur de nos décisions, de nos préoccupations, dans la limite de nos capacités financières bien évidemment, et vous le savez, nos marges de manœuvre sont de plus en plus étroites.

Ce n'est pas un hasard si Jean-Paul LECOQ a été réélu député.

Parce qu'il est proche des gens, des réalités du terrain, parce que c'est un grand défenseur du service public, en résumé parce qu'il est l'antithèse du macronisme.

Mais aussi parce qu'il fut maire pendant plus de 20 ans et que les gens d'ici savent ce qu'il a fait pour notre commune, les politiques qu'il a menées.

Nous vivons, je le disais, un moment historique.

Soit nos dirigeants continuent à mener la même politique qui consiste à prendre aux pauvres pour donner aux riches, soit une autre politique est menée, davantage tournée vers les gens.

Les choix qui seront faits dans les semaines, les mois qui viennent détermineront l'avenir de notre pays.

C'est pourquoi après une mobilisation dans les urnes, une mobilisation dans la rue sera nécessaire pour transformer la colère en actes concrets, pour changer la vie.

Il nous revient de ne pas nous laisser imposer une politique contraire à notre dignité, à nos valeurs de solidarité et de partage des richesses.

Le combat des révolutionnaires de 1789 doit toujours nous inspirer et nous guider.

Je vous invite toutes et tous à en prendre conscience et à lutter, vous aussi, en vous unissant.

Car l'Histoire nous l'a prouvé : seul le rassemblement du peuple pourra transformer l'avenir.